ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, le 16 mars 1977, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "instituant une Commission d'avis sur l'octroi de faveurs nobiliaires", a donné le 5 avril 1977 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e maart 1977 door de Minister van Buitenlandse Zaken en van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een koninklijk besluit "houdende oprichting van een Consultatieve Commissie voor het toekennen van adellijke gunsten", heeft de 5e april 1977 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Le rapport au Roi contient, outre des précisions destinées à éclairer la portée du texte proposé, un certain nombre d'indications quant à la mise en pratique des dispositions prévues et quant aux principes que le gouvernement souhaiterait voir appliquer à l'avenir en matière de concession de noblesse.

En ce qui concerne ce dernier point, le rapport au Roi est dépourvu de portée juridique et ne peut, en aucun cas, restreindre les pouvoirs que le Roi tient de l'article 75 de la Constitution.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 2.

L'adjectif "équilibrée" n'a pas de portée juridique et doit être omis.

Article 4.

En sa dernière partie, l'article 4 du projet énonce : "elle (la commission) comporte un nombre égal de membres appartenant au groupe linguistique français et au groupe linguistique néerlandais".

Beaucoup de lois ou de règlements qui organisent des institutions, et notamment des commissions, disposent que ces institutions seront composées de membres d'expression néerlandaise et de membres d'expression française et que les uns et les autres seront en nombre égal. .../...

La disposition examinée emploie les expressions "membres appartenant au groupe linguistique français" et "membres appartenant au groupe linguistique néerlandais".

Certains textes législatifs, et même certains textes constitutionnels utilisent, sans doute, déjà la notion de "groupe linguistique". Mais, généralement, ces textes le font en établissant eux-mêmes les critères selon lesquels l'appartenance à un groupe linguistique déterminé sera constatée ou en prévoyant l'établissement ultérieur de tels critères. Par exemple, l'article 32bis de la Constitution prévoit, pour les cas déterminés par celle-ci, que les membres élus de chaque Chambre sont répartis en un groupe linguistique français et un groupe linguistique néerlandais, de la même manière fixée par la loi; c'est l'article 1er de la loi du 3 juillet 1971 qui fixe, pour les membres des Chambres législatives, les critères de répartition entre l'un et l'autre groupe linguistique. Les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matières administrative font mention de "groupes linguistiques", notamment en leur article 21, § 7, qui concerne le personnel des administrations des communes de Bruxelles-Capitale et des personnes de droit public subordonnées à ces communes : l'article 21, § 1er, permet de déterminer de quel groupe linguistique un membre dudit personnel fait partie.

Pour la généralité des citoyens, aucune disposition législative n'énonce de critère concernant leur appartenance à un groupe linguistique déterminé. Dès lors, cette notion, utilisée par l'article 4 du projet, d'appartenance au groupe linguistique néerlandais ou au groupe linguistique français risque de faire surgir des difficultés d'application.

*

.../...

Par ailleurs, la disposition dont il s'agit pourrait être interprétée comme interdisant la nomination en qualité de membre de la commission de citoyens belges qui, par le fait qu'ils seraient d'expression allemande, seraient considérés comme ne faisant pas partie du "groupe linguistique français" ou du "groupe linguistique néerlandais".

Article 5.

Si, comme il est permis de le croire, l'intention du Gouvernement est de faire alterner la présidence entre les deux groupes visés à l'article 4, il y aurait lieu d'utiliser à l'article 5 la même terminologie qu'à l'article 4.

Article 8.

Pour éviter que cet article soit interprété comme faisant échec au pouvoir d'appréciation que le Roi tient de l'article 75 de la Constitution, il conviendrait de prévoir que les membres de la commission ne peuvent"être présentés" au cours de leur mandat ni durant les quatre années qui suivent celui-ci en vue de l'octroi de concession nobiliaire.

Article 9.

Cet article appelle la même observation que l'article 4 en ce qui concerne l'expression "groupe linguistique".

*

* * .../...

Le projet appelle, en outre, des observations de forme qui ne nécessitent aucun commentaire et dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

"ARRETE ROYAL INSTITUANT UNE COMMISSION D'AVIS SUR LES CONCESSIONS DE FAVEURS NOBILIAIRES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.
Vu l'article 75 de la Constitution,

Considérant que Nous souhaitons pouvoir appuyer la concession de faveurs nobiliaires sur l'avis de personnalités particulièrement aptes à nous éclairer, spécialement quant au choix de bénéficiaires en fonction de mérites personnels éminents;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article ler.-

Il est créé auprès du Ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions (dénommé ci-après "le Ministre") une Commission d'avis sur les concessions de faveurs nobiliaires.

.../...

Le Ministre règle l'organisation et le fonctionnement de la commission.

Article 2.-

La Commission a pour mission d'établir chaque année la liste de noms de personnalités belges qu'elle soumet au Roi par l'entremise du Ministre en vue de la concession de faveurs nobiliaires.

Chaque proposition de la liste est motivée par l'indication des mérites personnels des intéressés.

Article 3.-

La commission est appelée à donner au Roi des avis motivés au sujet de faveurs qu'Il envisagerait d'accorder de Son propre mouvement ou sur requête.

Article 4.-

La commission comprend quatorze membres au plus, nommés par le Roi sur proposition du Ministre, choisis dans divers milieux sociaux et appartenant .....

Article 5.-

(Voir observation).

.../...

Article 6.-

Le secrétariat de la commission est assumé par le conseiller héraldique du ministère des Affaires Etrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement.

Le secrétaire a voix consultative.

Article 7.-

Les membres de la commission sont nommés pour un terme de quatre ans, renouvelable une fois.

La limite d'âge est fixée à 70 ans. Toutefois, le membre qui atteint cet âge en cours de mandat achève celui-ci.

Article 8.-

(Voir observation).

Article 9.-

(Premier alinéa, voir observation).

La liste définitive est établie en séance plénière.

Le secrétariat des sous-commissions est assumé par le conseiller héraldique. En cas d'empêchement ou lorsque les deux sous-commissions siègent simultanément, le conseiller héraldique peut être remplacé par un autre fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement.

.../...

Article 10.-

Le Ministre transmet chaque année au Roi, accompagnée de ses avis et considérations, la liste établie par la commission.

Article 11.-

L'arrêté ministériel du 14 mai 1934 créant la Commission consultative de concession de noblesse ou de titre est abrogé.

Article 12.-

Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

PAR LE ROI :
Le Ministre des Affaires étrangères et
de la Coopération au développément".

ALGEMENE OPMERKING.

Benevens toelichtingen ter verheldering van de strekking van de voorgestelde tekst, verstrekt het verslag aan de Koning enige aanwijzingen in verband met de praktische toepassing van de voorgestelde bepalingen en met de beginselen welke de Regering voortaan bij het verlenen van adeldom toegepast zou willen zien.

Wat dit laatste punt betreft, heeft het verslag aan de Koning geen rechtskracht en kan het in geen geval de bevoegdheid beperken die de Koning aan artikel 75 van de Grondwet ontleent.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 2.

Het adjectief "evenwichtige" heeft geen rechtsinhoud en moet vervallen.

Artikel 4.

In fine van artikel 4 bepaalt het ontwerp : "ze (de Commissie) is samengesteld uit een gelijk aantal leden van de Nederlandse taalgroep en van de Franse taalgroep".

Heel wat wetten of verordeningen die instellingen en met name commissies organiseren, bepalen dat die instellingen uit evenveel Nederlandssprekende en Franssprekende leden zullen zijn samengesteld.

.../...

De hier onderzochte bepaling gebruikt de uitdrukkingen "leden van de Nederlandse taalgroep" en "leden van de Franse taalgroep".

Sommige wetteksten en zelfs een aantal grondwetteksten werken weliswaar reeds met het begrip "taalgroep", maar wanneer zij dat begrip hanteren, doen zij doorgaans zelf de maatstaven aan de hand om uit te maken tot welke taalgroep men behoort, of bepalen zij dat die maatstaven later zullen worden vastgesteld. Zo stelt artikel 32bis van de Grondwet dat voor de gevallen welke zij bepaalt, de gekozen leden van elke Kamer in een Nederlandse en een Franse taalgroep ingedeeld worden op de bij de wet vastgestelde wijze; artikel 1 van de wet van 3 juli 1971 bepaalt voor de leden van de Wetgevende Kamers volgens welke maatstaven zij in de ene dan wel in de andere taalgroep worden ingedeeld. In de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken is sprake van "taalgroepen", met name in artikel 21, § 7, dat betrekking heeft op het personeel van de besturen van de gemeenten van Brussel-Hoofdstad en van de aan die gemeenten ondergeschikte publiekrechtelijke personen; aan de hand van artikel 21, § 1, kan worden uitgemaakt tot welke taalgroep een lid van dat personeel behoort.

Voor de burgers in het algemeen doet geen enkele wetsbepaling een maatstaf aan de hand volgens welke zij tot een bepaalde taalgroep behoren. Het in artikel 4 toegepaste begrip "leden van de Nederlandse taalgroep en van de Franse taalgroep" kan dus in de praktijk tot moeilijkheden leiden.

*

.../...

Bovendien zou de bewuste bepaling kunnen worden uitgelegd als een verbod om tot lid van de commissie te benoemen Belgische burgers die, als Duitssprekenden, zouden worden geacht niet tot de "Nederlandse taalgroep" of tot de "Franse taalgroep" te behoren.

Artikel 5.

Mocht de Regering het - zoals mag worden aangenomen - zo bedoelen dat de voorzitter afwisselend uit een van de in artikel 4 bedoelde groepen komt, dan zou in artikel 5 dezelfde terminologie moeten worden gebruikt als in artikel 4.

Artikel 8.

Opdat dit artikel niet kan worden uitgelegd als een belemmering van de beoordelingsbevoegdheid die de Koning aan artikel 75 van de Grondwet ontleent, zou moeten worden bepaald dat de leden van de commissie niet voor het verkrijgen van adeldom kunnen "worden voorgedragen" gedurende hun mandaat, noch gedurende de vier daaropvolgende jaren.

Artikel 9.

Bij dit artikel is, in verband met het gebruik van de term "taalgroep", dezelfde opmerking te maken als bij artikel 4.

*

* *

.../...

Voorts zijn over de vorm van het ontwerp een aantal opmerkingen te maken; zij behoeven geen commentaar en zijn in de hierna voorgestelde tekst verwerkt :

"KONINKLIJK BESLUIT TOT INSTELLING VAN EEN COMMISSIE VAN ADVIES VOOR HET VERLENEN VAN ADELLIJKE GUNSTEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op artikel 75 van de Grondwet,

Overwegende dat Wij voor het verlenen van adellijke gunsten een beroep wensen te doen op het advies van vooraanstaande personen die bijzonder bevoegd zijn om Ons voor te lichten, inzonderheid wat betreft de keuze van gegadigden wegens uitmuntende persoonlijke verdiensten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUIT WIJ :

Artikel 1.-

Bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Buitenlandse Zaken behoren (hierna "de Minister" genoemd) wordt een Commissie van advies voor het verlenen van adellijke gunsten ingesteld.

.../...

De Minister regelt de organisatie en de werkwijze van de Commissie.

Artikel 2.-

De Commissie heeft tot taak elk jaar de lijst met de namen van Belgische vooraanstaanden op te maken, welke zij door toedoen van de Minister aan de Koning voorlegt met het oog op het verlenen van adellijke gunsten.

Elk voorstel van de lijst wordt gemotiveerd door vermelding van de persoonlijke verdiensten van de betrokkenen.

Artikel 3.-

De Commissie verstrekt aan de Koning met redenen omklede adviezen betreffende gunsten welke Hij voornemens mocht zijn uit eigen beweging of op verzoek te verlenen.

Artikel 4.-

De Commissie telt ten hoogste veertien leden, door de Koning benoemd op de voordracht van de Minister, gekozen uit diverse sociale kringen en behorende tot ...

Artikel 5.-

(Zie opmerking).

Artikel 6.-

Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de heraldische adviseur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

.../...

De secretaris heeft raadgevende stem.

Artikel 7.-

De leden van de Commissie worden benoemd voor een termijn van vier jaar die eenmaak kan worden vernieuwd.

De leeftijdsgrens is vastgesteld op 70 jaar. Het lid dat die leeftijd bereikt in de loop van zijn mandaat, voltooit dit.

Artikel 8.-

(Zie opmerking).

Artikel 9.-

(Eerste lid : zie opmerking).

De definitieve lijst wordt in voltallige vergadering opgemaakt.

Het secretariaat van de subcommissies wordt waargenomen door de heraldisch adviseur. Ingeval de heraldisch adviseur verhinderd is of wanneer beide subcommissies gelijktijdig vergaderen, mag hij worden vervangen door een andere ambtenaar van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, van Buitenlandse Handel en van Ontwikkelingssamenwerking.

Artikel 10.-

Elk jaar doet de Minister de door de Commissie opgemaakte lijst aan de Koning toekomen, samen met zijn adviezen en overwegingen.

.../...

Artikel 11.-

Het ministerieel besluit van 14 mei 1934 houdende oprichting van het Adviescomité van adel of adellijke titels wordt opgeheven.

Artikel 12.-

Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken
en van Ontwikkelingssamenwerking".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraaden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.